

Comité des finances nationales, auquel il siège, étudiera ce projet de loi.

Le sénateur Stewart: Manifestement, je pose la question car elle porte directement sur l'exactitude des statistiques citées par le ministre et sa bonne foi en tant que collègue du ministre des Finances.

L'honorable H.A. Olson: Honorables sénateurs, le leader du gouvernement a livré un discours incroyablement sur le budget, budget qui en soi était incroyable. Par ce qualificatif, j'entends difficile à croire. En fait, en ce qui concerne ce budget, il serait peut-être plus exact de parler d'incrédulité. Aucune personne raisonnablement objective ne peut croire que le gouvernement puisse s'attaquer à la réalité et à l'économie canadienne actuelle armé d'un tel budget.

Le ministre a fait exactement comme le ministre des Finances mardi dernier. Il a parlé de tout, sauf de ce qui a véritablement mené le Canada à la récession économique, c'est-à-dire la politique monétaire du gouvernement. En effet, cette politique a nui à l'économie et elle a provoqué un nombre de faillites sans précédent, grandes et petites, de déclarations de faillite personnelle et de chômage. J'avais espéré qu'il en serait question dans ce discours, car je sais qu'il s'intéresse beaucoup à la politique monétaire et qu'il doit évidemment la connaître. Il n'en a pas fait la moindre mention, tout comme le ministre des Finances.

Il est difficile de croire que le gouvernement puisse ignorer les difficultés financières et autres qu'éprouvent actuellement les Canadiens dans les domaines de l'agriculture, des pêches, des forêts et du commerce de détail, autrement dit presque partout. Comme je l'ai déjà dit, il est incroyable que le gouvernement présente un budget pour tenter de remédier au malaise que vit le pays, mais qu'il ne mentionne pas une seule fois la cause de ce malaise.

Je sais que, plus que tout autre, ce gouvernement est passé maître dans l'art de mettre les choses à son avantage. Le bureau de chaque ministre doit compter un doreur d'image. Ils n'ont parlé que des questions financières peu importe leur importance, sans jamais faire allusion aux vrais problèmes. Ce n'est pas une première et le gouvernement ne berne personne.

Pour calculer toutes les augmentations des dépenses et le montant qui restera à la population à cause des diverses modifications fiscales, le gouvernement s'est servi des statistiques de cinq années. Cette astuce compte parmi les plus anciennes en politique. Si les chiffres d'une année ne font pas l'affaire, mieux vaut utiliser les statistiques de cinq années et ainsi déclarer qu'il y aura de nombreux millions de dollars qui seront disponibles pour une période de cinq ans. C'est la première fois que les ministériels se servent de cette astuce. Je m'étonne qu'ils aient mis tant de temps à le faire et que leurs doreurs d'image n'y aient pas pensé avant. Il y a bien longtemps, presque chaque fois qu'ils modifiaient la politique budgétaire, les conservateurs de l'Alberta avaient l'habitude de recourir à des prévisions quinquennales plutôt qu'à des données pour l'année en question. De toute façon, c'est exactement ce qui s'est produit.

Je tiens à féliciter certains doreurs d'image. Quand le *Financial Post* et la section financière du *Globe and Mail* présentent des articles et des éditoriaux favorables à un budget, on sait qu'il sert bien.

Le sénateur Frith: Il y a une critique dithyrambique de M. d'Aquino aussi.

Le sénateur Murray: Ainsi que des associations de petites entreprises en la personne de M. Bullock.

Le sénateur Frith: Je ne dirais pas qu'elle est dithyrambique dans ce cas.

Le sénateur Murray: Je le ferais.

Le sénateur Frith: De sa part, vous voulez dire?

Le sénateur Olson: Il est malheureux que le gouvernement présente un budget sans même parler de la politique monétaire. Dans le budget qu'il avait présenté au printemps de 1990, le ministre des Finances, M. Wilson, avait dit délibérément qu'il comptait réduire l'inflation. Il n'avait pas dit qu'il la ferait baisser à 0 p. 100, mais à 2 p. 100. Pour ce faire, il a établi une politique monétaire et il y est arrivé, sans pas de doute. Cependant, quelques articles ont été écrits sur ce que cette politique monétaire a coûté en misère humaine.

C'est triste pour le Canada que ce gouvernement soit insensible à ce point. Malgré les centaines de milliers de gens qui ont souffert de cette politique monétaire, le gouvernement se comporte maintenant comme s'il en était fier.

● (1110)

Il n'y a pas de doute, le gouvernement s'est donné pour mission il y a deux ans de calmer l'inflation, comme il dit, et pour ce faire, de ralentir l'économie canadienne. Certains disent que c'est la victoire de John Crow. Quelle victoire!

J'espérais que ce ministre des Finances serait plus lucide que son prédécesseur et qu'il reconnaîtrait qu'il y a des gens dans ce pays qui sont durement touchés et qui souffrent réellement. Apparemment, je me suis trompé. Une fois de plus, personne ne se soucie des vrais problèmes.

Honorables sénateurs, je pense qu'il ne vaut pas la peine d'entrer dans toutes les statistiques que le ministre vient encore de citer au sujet de ses projections. Il n'a pas beaucoup parlé des réalités, mais il a certainement parlé des projections. Il y a là un véritable problème, car même pour l'exercice financier 1984-1985, le gouvernement précédent avait prévu un déficit de 34,5 milliards de dollars. Le nouveau gouvernement a pris le pouvoir vers le milieu de l'exercice. C'était le 17 septembre 1984. L'exercice financier devait s'achever au 1^{er} avril. Il a géré l'économie canadienne, ou plutôt, il l'a malmenée de sorte que le déficit réel a été de 38,3 milliards de dollars.

Le sénateur Frith: Il n'a pas mis longtemps à le faire.

Le sénateur Olson: Certainement pas. Il s'y est mis tout de suite. J'ai tous les chiffres ici. Je ne vais pas vous les donner, car ce serait trop triste.

Le sénateur Frith: Donnez-nous les chiffres.

Le sénateur Olson: Je n'ai pas le temps de vous les donner tous.

Pour l'exercice suivant, c'était la même chose. Le déficit était en fait plus élevé que prévu et depuis lors, il en a été ainsi chaque année. Certaines années sont pires que d'autres. L'écart entre le déficit prévu et le déficit réel était de 5 milliards de dollars. Parfois, l'écart était un peu moins grand. Ce qui ressort à tout coup, cependant, c'est que les prévisions sont toujours fausses.